

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

G/LIC/M/19

18 mai 2004

(04-2192)

Comité des licences d'importation

COMPTE RENDU DE LA RÉUNION DU 5 MAI 2004

Présidente: Mlle Philippa Davies (Jamaïque)

Le Comité des licences d'importation a tenu sa dix-neuvième réunion le 5 mai 2004. L'ordre du jour proposé pour la réunion, qui figurait dans l'aérogamme WTO/AIR/2301, a été adopté.

Table des matières

1.	Respect par les Membres des obligations de notification – Faits nouveaux intervenus depuis la dernière réunion	1
2.	Notifications	6
i)	<i>Notifications au titre des articles 1:4 a) et/ou 8:2 b) de l'Accord (publications et législation)</i>	<i>6</i>
ii)	<i>Notifications au titre de l'article 7:3 de l'Accord (réponses au questionnaire sur les procédures de licences d'importation)</i>	<i>7</i>
iii)	<i>Notifications au titre de l'article 5 de l'Accord (nouvelles procédures de licences d'importation, modifications apportées aux procédures de licences existantes et contre-notifications)</i>	<i>8</i>
3.	Autres questions	9
i)	<i>Argentine: Résolution n° 56/2004 du Ministère de l'économie et de la production</i>	<i>9</i>
ii)	<i>Date de la prochaine réunion</i>	<i>9</i>
4.	Élection du Bureau	10

1. Respect par les Membres des obligations de notification – Faits nouveaux intervenus depuis la dernière réunion

1.1 La Présidente a informé le Comité que les obligations de notification découlant de l'Accord sur les procédures de licences d'importation étaient généralement peu respectées par les Membres. À la date de la réunion en cours, sur un total de 147 Membres (en comptant séparément chaque État membre des CE), 24 Membres n'avaient toujours pas présenté de notification depuis leur accession à l'OMC; les Membres qui n'avaient encore jamais présenté de notification au titre de l'Accord étaient l'Angola, le Belize, le Botswana, la République centrafricaine, le Congo, la République démocratique du Congo, Djibouti, l'Égypte, la Guinée, la Guinée-Bissau, Israël, le Koweït, le Lesotho, la Macédoine, la Mauritanie, le Mozambique, Myanmar, la Papouasie-Nouvelle-Guinée, le Rwanda, Saint-Vincent-et-les Grenadines, le Sierra Leone, les Îles Salomon, la Tanzanie et la Thaïlande. Hormis la Macédoine qui était devenue Membre en avril 2003, et sept autres pays qui étaient devenus Membres en 1996 ou 1997, tous les autres pays étaient Membres depuis 1995. Cent treize Membres seulement avaient présenté des notifications de lois et règlements (en vertu des articles 1:4 a) et/ou 8:2 b)); il restait 34 Membres qui devaient encore notifier au Comité des licences d'importation, les

lois et règlements relatifs à leur système de licences d'importation. Au total, 109 Membres seulement avaient répondu au questionnaire¹ (en vertu de l'article 7:3) depuis l'entrée en vigueur de l'Accord sur l'OMC. Concernant les notifications au titre de l'article 7:3, la date limite annuelle du 30 septembre n'était pas souvent respectée par beaucoup de Membres; par exemple, des notifications au titre de l'article 7:3 avaient été présentées par seulement 46 Membres en 2000, 38 Membres en 2001, 56 Membres en 2002, 40 Membres en 2003, et huit Membres pour l'année en cours à la date de la réunion. Quarante-trois Membres seulement avaient notifié de nouvelles procédures de licences ou des modifications apportées aux procédures existantes (en vertu des paragraphes 1 à 4 de l'article 5); sur ce nombre, deux Membres (le Mexique et la Papouasie-Nouvelle-Guinée) avaient notifié des modifications apportées aux procédures de licences d'importation sans présenter de notifications initiales de législation ni de réponses au questionnaire. Alors que l'article 5:5 de l'Accord autorisait les Membres à présenter des contre-notifications lorsqu'un Membre considérait qu'un autre Membre n'avait pas notifié l'établissement ou la modification d'une procédure de licences, aucune contre-notification n'avait été reçue à la date de la réunion en cours. Les Membres ne respectaient guère leurs obligations de notification au titre de l'Accord malgré tous les efforts déployés pour améliorer la situation.

1.2 La Présidente a dit qu'à la fin de chaque année, le Répertoire central des notifications envoyait à chaque Membre une liste des notifications qui devraient être faites en vertu de tous les Accords de l'OMC l'année suivante, et des rappels périodiques étaient ensuite envoyés (deux fois par an) par le Répertoire central des notifications aux Membres qui n'avaient pas présenté les notifications requises pendant l'année. De plus, les précédents Présidents et elle-même avaient envoyé aux délégations plusieurs communications pour leur rappeler les notifications en retard. Les délégations avaient été priées d'indiquer au Secrétariat les types de problèmes auxquels elles étaient confrontées pour respecter les obligations de notification, et de définir leurs éventuels besoins d'assistance technique dans ce domaine. Or, à la date de la réunion en cours, aucun Membre n'avait demandé de l'assistance technique pour s'acquitter de ces obligations.

1.3 Le représentant des États-Unis a remercié les Membres qui avaient présenté des notifications depuis la réunion précédente, et en particulier ceux qui l'avaient fait pour la première fois. Notifier un régime de licences d'importation ou son absence était au centre des obligations de transparence découlant de l'Accord. En particulier, l'intervenant a remercié l'Indonésie et la Turquie d'avoir répondu aux questions écrites de son pays, et la Chine, Bahreïn et les Émirats arabes unis des réponses qu'il avait reçues la veille de la réunion en cours. Ces notifications et réponses étaient un élément essentiel des obligations des Membres de l'OMC et une preuve tangible du respect qu'ils se devaient mutuellement en tant que Membres d'être à la fois transparents dans l'administration de leurs régimes commerciaux et prêts à répondre aux demandes légitimes d'information concernant l'accès à leurs marchés respectifs. Les États-Unis ont remercié la Présidente et le Secrétariat qui ne cessaient d'encourager le respect des obligations en envoyant aux Membres des rappels concernant les notifications et les réponses aux questions. Les États-Unis estimaient que les efforts déployés par la Présidente et le Secrétariat avaient considérablement amélioré la situation des notifications, et ils continuaient de les encourager.

1.4 Le Comité a pris note de la déclaration.

1.5 La Présidente a dit que depuis la réunion précédente, plusieurs documents contenant des questions ou des réponses des Membres avaient été distribués dans la série de documents G/LIC/Q/-. Il s'agissait des questions posées au Brésil par les États-Unis (G/LIC/Q/BRA/1), des questions posées à la Chine par les États-Unis (G/LIC/Q/CHN/8), des questions posées à l'Indonésie par les États-Unis (G/LIC/Q/IDN/3), des questions posées à l'Indonésie par l'Australie (G/LIC/Q/IDN/4), des réponses de l'Indonésie aux États-Unis (G/LIC/Q/IDN/2 et G/LIC/Q/IDN/2/Add.1), et des réponses de la

¹ Le questionnaire est joint en annexe au document G/LIC/3.

Turquie aux États-Unis (G/LIC/Q/TUR/2). La Présidente a informé le Comité que le Secrétariat avait envoyé un rappel de ces questions au Brésil et à l'Indonésie. Elle a par ailleurs demandé aux délégations qui étaient en mesure de fournir des réponses aux questions qui leur avaient été posées depuis la réunion précédente, ou antérieurement à celle-ci, de le faire à la réunion en cours, en gardant à l'esprit le fait qu'en vertu des procédures adoptées au Comité (G/LIC/4), elles étaient tenues de communiquer par écrit les réponses aux délégations ayant soulevé les questions, avec copies au Secrétariat. Les copies des réponses reçues par le Secrétariat seraient publiées sous la forme de documents de la même série.

1.6 Le représentant du Brésil a dit que les réponses écrites aux questions des États-Unis distribuées sous la cote G/LIC/Q/BRA/1 seraient fournies après la réunion en cours² et que les notifications sur les prescriptions en matière de licences d'importation pour la soude du commerce et le carbonate de lithium seraient bientôt présentées au Comité.

Pour ce qui était de la soude du commerce, les États-Unis estimaient que le Règlement n° 169 du Ministère de la justice était contraire à l'article 1:6 de l'Accord sur les procédures de licences d'importation, dans la mesure où l'importation du produit était soumise à l'autorisation préalable du Département de la police fédérale et du Département du commerce extérieur (SISCOMEX). L'article 1:6 de l'Accord, comme les États-Unis l'avaient fait observer à juste titre, prescrivait que les requérants n'auraient à s'adresser, pour ce qui concernait leurs demandes, qu'à un seul organe administratif. L'intervenant a dit que le Département du commerce extérieur (SISCOMEX) n'était pas un organe administratif au sens de l'article 1:6, mais simplement une banque de données informatiques dans laquelle un large éventail de renseignements sur les opérations d'importation et d'exportation était stocké. Le SISCOMEX était, par conséquent, un instrument, un programme informatique, utilisé par le Département de la police fédérale pour l'octroi des licences d'importation de produits tels que la soude du commerce. Le seul organe administratif chargé d'accorder les autorisations préalables pour l'importation de soude du commerce était donc le Département de la police fédérale, qui utilisait le SISCOMEX pour s'acquitter de cette tâche. La nécessité d'obtenir l'autorisation préalable du Département de la police fédérale découlait du fait que la soude du commerce pouvait être utilisée pour transformer la cocaïne en "crack". C'est pourquoi le Brésil exerçait un contrôle strict non seulement sur les importations et les exportations, mais aussi sur la production, le stockage, l'achat, la vente, etc., comme l'établissait la Loi n° 10.357 du 27 décembre 2001. Outre l'Accord sur les procédures de licences d'importation, ces mesures étaient aussi basées sur l'article XX b) du GATT de 1994. L'intervenant pensait que cette précision levait tout doute selon lequel le Règlement n° 169 serait contraire à l'article 1:6 de l'Accord.

La deuxième question des États-Unis concernait les prescriptions du Brésil en matière de licences d'importation établies par la Loi n° 6189 et les Décrets n° 2464 et 7781. Dans le cas du carbonate de lithium, la justification de cette prescription était principalement d'ordre technique dans la mesure où certains composants du lithium, une fois enrichis, pouvaient avoir une application dans la production d'énergie nucléaire. C'est pourquoi les importations du carbonate de lithium étaient placées sous le contrôle de la Commission nationale de l'énergie atomique (CNEN) du Brésil depuis les années 70. La prescription de licences d'importation n'avait, cependant, pas empêché le cours normal des importations de carbonate de lithium au Brésil et les fournisseurs actuels du produit étaient, entre autres, l'Allemagne, l'Italie, et les États-Unis, qui en 2003 et jusqu'en mars 2004, en avaient été le principal fournisseur. L'intervenant a dit que telles étaient les réponses préliminaires aux questions des États-Unis et que toutes demandes supplémentaires de clarification à ce sujet seraient transmises aux autorités de son pays.

² Distribuées sous la cote G/LIC/Q/BRA/2.

1.7 Le représentant des États-Unis a dit qu'il attendait de voir la réponse écrite du Brésil pour poser toute question complémentaire sur ce sujet.

1.8 S'agissant des questions des États-Unis à la Chine distribuées sous la cote G/LIC/Q/CHN/8, la Présidente a informé le Comité que la Chine avait fourni les réponses à ces questions seulement la veille de la réunion en cours. Le document G/LIC/Q/CHN/10 contenant ces réponses était disponible, en anglais seulement, dans la salle et serait distribué sous peu.

1.9 Le représentant des États-Unis a dit que les réponses reçues de la Chine avaient été transmises aux autorités de son pays, lesquelles étaient en train de les examiner. Elles envisageaient de poursuivre les discussions sur la question, le cas échéant, à la réunion suivante du Comité ou avant.

1.10 Le représentant de la Chine a dit que sa délégation engagerait avec plaisir de nouvelles discussions avec les États-Unis sur les questions soulevées.

1.11 Le représentant des États-Unis a dit qu'aux réunions de mai et d'octobre 2003 de ce Comité, sa délégation avait indiqué qu'elle craignait que le Décret n° 732/2002 du Ministre de l'industrie et du commerce de l'Indonésie concernant les licences d'importation de textiles ne restreigne et ne fausse le commerce, en violation de l'Accord sur les procédures de licences d'importation. Les États-Unis se félicitaient des réponses initiales de l'Indonésie distribuées sous la cote G/LIC/Q/IDN/2 et Add.1. Toutefois, leurs autorités craignaient toujours que les deux dispositions du décret, c'est-à-dire la décision de n'octroyer de licences d'importation qu'aux producteurs de textiles dotés de capacités de production locale, et la décision d'interdire la cession de textiles importés à des tiers privés, ne soient excessivement restrictives. En conséquence, les États-Unis avaient posé à l'Indonésie, à la réunion d'octobre 2003, des questions additionnelles qui avaient été distribuées sous la cote G/LIC/Q/IDN/3. Les États-Unis attendaient avec intérêt les réponses de l'Indonésie.

1.12 Le représentant de l'Indonésie a dit que les réponses aux questions complémentaires des États-Unis sur les prescriptions de l'Indonésie en matière de licences d'importation concernant les textiles seraient communiquées au Secrétariat après la réunion en cours.³ Le Décret n° 732/2002 visait seulement à établir les procédures d'importation au niveau administratif, l'objectif principal étant de lutter contre les activités de contrebande qui entraînaient un comportement anticoncurrentiel, des pratiques commerciales déloyales et des conséquences négatives sur le marché intérieur, des pertes de recettes publiques, et des conséquences négatives sur l'investissement et sur l'emploi. Les activités de contrebande en Indonésie avaient considérablement augmenté depuis 2000 et avaient été un grave problème. D'après les estimations de l'Institut indonésien de recherche universitaire, la contrebande de produits textiles introduits sur le marché indonésien avait entraîné, pour l'État, un manque à gagner de 50 trillions de rupiah (5,8 milliards de dollars EU) et porté préjudice à 7 000 entreprises du textile qui employaient plus de 3,5 millions de personnes et dont la valeur des investissements était de 132 trillions de rupiah (15,35 milliards de dollars EU). Les activités de contrebande étaient étroitement liées à la nature de l'Indonésie, qui était un vaste pays composé de plus de 17 000 îles de tailles diverses. L'Indonésie avait de nombreuses frontières qui échappent au contrôle des douanes et à travers lesquelles les produits textiles de contrebande s'introduisaient sur le marché indonésien. Il ne s'agissait pas seulement de produits textiles introduits clandestinement par des entreprises illégales, mais aussi de produits introduits clandestinement dans le pays par des entreprises légales voulant éviter le paiement des droits de douane. Il en était résulté un accroissement considérable des importations de produits textiles illégaux, qui ne pouvait pas être indiqué par des mesures correctives commerciales comme les mesures antidumping, les mesures compensatoires ou les mesures de sauvegarde. L'Indonésie était préoccupée du fait que la contrebande des textiles avait nui aux activités de nombreuses entreprises ainsi qu'à l'emploi et aux

³ Distribuées sous la cote G/LIC/Q/IDN/5.

recettes publiques. Elle estimait que ces problèmes devaient être résolus par tous les moyens, y compris les licences d'importation. Elle tenait pleinement compte de l'importance du rôle des postes de douane et de la police en collaboration avec le Ministère du commerce et de l'industrie (MOIT) dans la lutte contre la contrebande. À cet égard, le MOIT avait joué son rôle en se servant des procédures de licences d'importation pour empêcher la distribution des textiles d'importation illégale sur le marché intérieur. Parmi les diverses procédures administratives, les autorités indonésiennes estimaient encore que les licences d'importation étaient le seul véritable moyen d'administrer le contrôle de tous les importateurs de textiles et de tous les types de produits importés comme le décret l'indiquait. En appliquant cette politique, le gouvernement pouvait facilement identifier le commerce des textiles illégaux et lutter contre celui-ci. Quant à la question de savoir si le décret exerçait sur le commerce des effets de restriction au sens de l'article 3:2 de l'Accord sur les procédures de licences d'importation, l'Indonésie estimait que non, étant donné que:

- i) aucune personne, entreprise ou institution ne se verrait refuser une licence d'importation pour autant qu'elle remplisse toutes les conditions prescrites dans le décret (article 2:2 a) i) de l'Accord). Les prescriptions auxquelles elle devait se conformer pour être agréée en tant qu'importateur producteur de textiles consistaient à joindre à la demande les documents que les entreprises avaient normalement en leur possession, à savoir: licence d'exploitation/numéro d'immatriculation au registre de l'industrie ou autres permis d'exploitation similaires délivrés par les ministères compétents; numéro spécial d'identité de l'importateur de textiles et de produits textiles (NPIK-TPT); numéro d'identité du producteur-importateur (API-P) ou numéro d'identité de l'importateur agréé (API-P); numéro d'immatriculation au registre des entreprises (TDP); numéro de code de contribuable (NPWP); et état concernant les besoins en matières premières ou matières auxiliaires et la commercialisation des produits sur un an, authentifié par la personne responsable de la société.
- ii) L'article 4 du décret disait que la décision d'accepter ou de rejeter la demande de licence sera émise dans les dix jours ouvrables suivant la date de réception de la demande. Le délai d'examen des demandes prévu dans le décret était bien inférieur aux trente jours prévus à l'article 3:5 f) de l'Accord, donc aucune contrainte ne pesait sur les entreprises qui demandaient des licences.
- iii) Le décret ne limitait pas le nombre des entreprises, institutions ou personnes qui pouvaient obtenir des licences d'importation pour autant qu'elles se conforment pleinement aux prescriptions, et il ne limitait pas non plus le volume que chaque entreprise pouvait importer. On avait compté jusqu'à 315 importateurs qui avaient obtenu des licences d'importation dans le cadre de ces procédures, et des licences d'importation pouvaient encore être octroyées aux autres entreprises qui souhaiteraient se lancer dans l'importation de textiles.

1.13 Le représentant des États-Unis a remercié l'Indonésie des renseignements fournis et a dit que la suite qui y serait éventuellement donnée serait décidée après réception de la réponse écrite.

1.14 Le représentant de l'Australie a informé le Comité que la délégation indonésienne venait juste de lui fournir les réponses écrites aux questions que l'Australie lui avait posées dans le document G/LIC/Q/IDN/4, et que les réponses seraient examinées de près par les autorités de son pays.⁴

⁴ Distribuées sous la cote G/LIC/Q/IDN/6.

1.15 Le représentant des États-Unis a remercié la Turquie des réponses qu'elle avait fournies dans le document G/LIC/Q/TUR/2.

1.16 La Présidente a rappelé que plusieurs autres Membres avaient également reçu des questions sur leur régime de licences avant la réunion précédente. Par exemple, les États-Unis attendaient encore les réponses des Membres suivants: Antigua-et-Barbuda (questions distribuées sous la cote G/LIC/Q/ATG/1 en octobre 2001); Bahreïn (questions distribuées sous la cote G/LIC/Q/BHR/1 en novembre 2000); Tchad (questions distribuées sous la cote G/LIC/Q/TCD/1 en novembre 2000); Chine (questions distribuées sous la cote G/LIC/Q/CHN/4 en mai 2003); Ghana (questions distribuées sous la cote G/LIC/Q/GHA/1 en octobre 2001); Oman (questions distribuées sous la cote G/LIC/Q/OMN/1 en juin 2001); et Émirats arabes unis (questions distribuées sous la cote G/LIC/Q/ARE/1 en novembre 2000). Par ailleurs, la Colombie avait posé des questions au Chili à la réunion précédente (G/LIC/M/18, paragraphes 5.1 à 5.3). Le Secrétariat avait également rappelé à ces délégations l'existence de ces questions. La Présidente a informé le Comité que les réponses de Bahreïn et des Émirats arabes unis avaient été envoyées par les deux délégations aux États-Unis la veille de la réunion en cours, avec copies au Secrétariat.⁵ Les délégations qui étaient en mesure de fournir des réponses aux questions étaient priées de le faire à la réunion en cours, en gardant à l'esprit le fait qu'en vertu des procédures adoptées au Comité, elles étaient tenues de communiquer par écrit les réponses aux délégations ayant soulevé les questions, avec copies au Secrétariat (G/LIC/4).

1.17 Le représentant des États-Unis a dit que les communications de Bahreïn et des Émirats arabes unis ayant été reçues tardivement, il ne pouvait pas encore leur fournir une réponse, il aurait donc à y revenir à la réunion suivante ou avant.

1.18 Le représentant de la Chine a fait observer que les questions posées dans le document G/LIC/Q/CHN/4 par les États-Unis à la Chine étaient déjà couvertes par les réponses fournies par la Chine dans le document G/LIC/Q/CHN/10, et il a dit que si les États-Unis avaient des questions supplémentaires, la délégation chinoise se ferait un plaisir d'y répondre.

1.19 La Présidente a demandé aux autres Membres qui n'avaient pas encore répondu aux questions qui leur avaient été posées d'y répondre par écrit avec copie au Secrétariat.

1.20 Le Comité a pris note des réponses et des déclarations.

2. Notifications

i) Notifications au titre des articles 1:4 a) et/ou 8:2 b) de l'Accord (publications et législation)

2.1 La Présidente a rappelé qu'au titre des articles 1:4 a) et 8:2 b) de l'Accord et conformément aux procédures dont le Comité était convenu, tous les Membres étaient tenus de notifier leurs lois, réglementations et procédures administratives en matière de licences d'importation et de fournir des copies de toutes publications, lois ou réglementations pertinentes lorsqu'ils accédaient à l'OMC. Toutes modifications ultérieures de ces lois et réglementations devaient également être notifiées. La Présidente a rappelé qu'il était demandé même aux Membres n'appliquant pas de procédures de licences d'importation ou n'ayant ni loi ni réglementation relevant de l'Accord d'en informer le Comité pour qu'il ait une vision d'ensemble complète des régimes de licences de tous les Membres. La Présidente a instamment invité les Membres qui n'avaient pas encore communiqué d'informations sur leurs lois et réglementations ayant trait aux procédures de licences d'importation de présenter leurs notifications sans plus attendre.

⁵ Dans l'attente d'une clarification de la part de Bahreïn et des Émirats arabes unis, ces réponses n'avaient pas encore été distribuées.

2.2 La Présidente a dit que le Comité avait été saisi pour examen des notifications de neuf Membres, à savoir l'Arménie (G/LIC/N/1/ARM/1), la Chine (G/LIC/N/1/CHN/2 et 3); la Croatie (G/LIC/N/1/HRV/2); El Salvador (G/LIC/N/1/SLV/1); le Ghana (G/LIC/N/1/GHA/1); Macao, Chine (G/LIC/N/1/MAC/2); le Suriname (G/LIC/N/1/SUR/1); la Turquie (G/LIC/N/1/TUR/4); et la Zambie (G/LIC/N/1/ZMB/2). Des copies des lois et réglementations présentées en vertu de ces dispositions par l'Arménie; la Chine; la République dominicaine; El Salvador; Macao, Chine; et la Turquie étaient disponibles au Secrétariat pour consultation. Par ailleurs, le Secrétariat avait reçu une notification de la République dominicaine (G/LIC/N/1/DOM/1) qui était actuellement disponible seulement en espagnol et qui serait examinée à la réunion suivante.

2.3 Le Comité a pris note des notifications.

ii) *Notifications au titre de l'article 7:3 de l'Accord (réponses au questionnaire sur les procédures de licences d'importation)*

2.4 La Présidente a dit que le Comité avait été saisi pour examen des notifications de 17 Membres figurant dans l'aérogamme, à savoir l'Arménie (G/LIC/N/3/ARM/1 et Add.1); le Brésil (G/LIC/N/3/BRA/3); la Chine (G/LIC/N/3/CHN/2); la Croatie (G/LIC/N/3/HRV/2); Cuba (G/LIC/N/3/CUB/2); les Communautés européennes (G/LIC/N/3/EEC/6 et Add.1 et Corr.1); le Ghana (G/LIC/N/3/GHA/3); le Guyana (G/LIC/N/3/GUY/2); Hong Kong, Chine (G/LIC/N/3/HKG/7); l'Inde (G/LIC/N/3/IND/6); le Japon (G/LIC/N/3/JPN/3); Macao, Chine (G/LIC/N/3/MAC/6); Panama (G/LIC/N/3/PAN/2); les Philippines (G/LIC/N/3/PHL/4/Add.1); Singapour (G/LIC/N/3/SGP/4); la Turquie (G/LIC/N/3/TUR/5) et la Zambie (G/LIC/N/3/ZMB/2). Par ailleurs, le Secrétariat avait reçu une notification de la République dominicaine (G/LIC/N/3/DOM/2) qui était actuellement disponible seulement en espagnol et qui serait examinée à la réunion suivante.

2.5 Comme c'était le cas pour les notifications des législations, les notifications au titre de cette disposition étaient en retard dans le cas de nombreux Membres. Même les Membres n'ayant apporté aucune modification à leurs procédures de licences d'importation depuis leur notification précédente, ou n'appliquant pas de procédures de licences d'importation, étaient tenus d'en informer le Comité. La Présidente a donc demandé aux Membres qui n'avaient pas encore communiqué ces informations de le faire sans plus attendre et elle a dit que le questionnaire utilisé pour ces notifications se trouvait en annexe au document G/LIC/3.

2.6 Le représentant du Canada a évoqué la réponse n° 2 de la notification du Brésil distribuée sous la cote G/LIC/N/3/BRA/3, laquelle disait que les marchandises assujetties au régime de licences non automatiques figuraient dans des communiqués publiés par le Ministère du commerce extérieur du Brésil, et il a demandé si le Brésil avait l'intention de présenter une notification plus précise quant aux produits particuliers qui étaient soumis à ces procédures de licences d'importation non automatiques. L'intervenant a fait observer que la notification désignait d'une manière générale les produits soumis à cette procédure, et il a dit qu'il serait utile d'avoir une liste précise des produits ainsi qu'une notification au Comité contenant ces renseignements.

2.7 Le représentant du Brésil a dit qu'il transmettrait la demande aux autorités de son pays et qu'il pensait qu'il n'y aurait pas de problème pour fournir des renseignements plus précis sur la notification.

2.8 Le représentant du Canada a évoqué la notification de la Chine distribuée sous la cote G/LIC/N/3/CHN/2, dont la réponse n° 6.III concernant les contingents tarifaires disait que "*sous réserve de l'accord des importateurs bénéficiaires des contingents, la liste des détenteurs des contingents peut être communiquée à des administrations ou des organismes étrangers de promotion des exportations qui en font la demande*". En examinant cette notification, le Canada avait une

question qui avait été partiellement traitée dans les réponses données par la Chine aux États-Unis dans le document G/LIC/Q/CHN/10; la réponse de la Chine à la question additionnelle n° 1 au sujet de l'administration des contingents tarifaires était que *"les entreprises recevant des contingents considèrent la part de contingent qui leur est attribuée comme un renseignement commercial confidentiel"*. Le Canada ayant pris note de cette réponse selon laquelle la part de contingent attribuée était un renseignement commercial confidentiel a demandé s'il était possible de savoir, sur demande, qui étaient les détenteurs des contingents. Le Canada estimait qu'il serait utile d'obtenir le nom de ces détenteurs de contingents dans une perspective de promotion des exportations. Pour certains produits présentant un intérêt pour le Canada, les autorités canadiennes avaient cherché à obtenir ces renseignements de la Chine mais cela n'avait pas semblé possible. Le Canada demandait donc à la Chine de confirmer ce qui était dit dans sa réponse au questionnaire, à savoir que la liste des détenteurs des contingents était quelque chose qui pouvait être fourni à ceux qui en faisaient la demande, mais pas la part qui leur était attribuée.

2.9 Le représentant de la Chine a dit que la question serait transmise aux autorités de son pays.

2.10 Le représentant des États-Unis, faisant référence à la publication intitulée "Classification tarifaire indienne (SH) des produits d'exportation et d'importation, 2002-2007" citée fréquemment par l'Inde dans ses notifications, a dit que, alors que ce document existait sous la forme d'une base de données interrogeable sur le site Web du Directeur général du commerce extérieur (<http://dgft.delhi.nic.in/itchs2002web.htm>), le document complet ne semblait pas être disponible sur le site Web du Directeur général du commerce extérieur. En outre, bien que sur la page d'accueil (<http://dgft.delhi.nic.in/>) il soit indiqué que la Classification tarifaire indienne (SH) pouvait être téléchargée à partir de l'adresse <http://164.100.9.245/exim/2000/download.htm>, la Classification tarifaire indienne (SH) ne semblait pas se trouver sur cette liaison. La délégation des États-Unis souhaitait savoir si le texte intégral de la Classification tarifaire indienne (SH) était disponible quelque part sur le site Web du Directeur général du commerce extérieur et dans la négative, s'il était possible de l'y ajouter aux fins de la transparence et en tant qu'aide pour les milieux d'affaires.⁶

2.11 Le représentant de l'Inde a dit qu'en ce qui concernait ce qu'il croyait comprendre au sujet du site Web existant, la forme de base de données interrogeable était actuellement maintenue pour la Classification tarifaire indienne (SH) des produits d'exportation et d'importation. S'agissant de la disponibilité du texte intégral de ladite Classification sur le site Web, il a dit qu'il interrogerait les autorités concernées de la Direction générale du commerce extérieur et qu'il informerait les États-Unis par écrit, par l'intermédiaire du Secrétariat.

2.12 Le Comité a pris note des notifications et des déclarations.

iii) *Notifications au titre de l'article 5 de l'Accord (nouvelles procédures de licences d'importation, modifications apportées aux procédures de licences existantes et contre-notifications)*

2.13 La Présidente a rappelé qu'au titre des paragraphes 1 à 4 de l'article 5, les Membres qui établissaient des procédures de licences ou qui apportaient des modifications à ces procédures de licences étaient tenus d'en donner notification au Comité dans les 60 jours suivant leur publication. Le paragraphe 2 de l'article 5 énumérait les renseignements qui devraient être inclus dans ces notifications. Les Membres devaient aussi présenter des copies des publications dans lesquelles les renseignements exigés à l'article 1:4 seraient publiés. De plus, le paragraphe 5 de l'article 5 prévoyait la possibilité de présenter des contre-notifications lorsqu'un Membre considérait qu'un autre Membre n'avait pas notifié l'établissement ou la modification d'une procédure de licences conformément aux dispositions des paragraphes 1 à 3 de l'article 5.

⁶ Distribuée sous la cote G/LIC/Q/IND/8.

2.14 La Présidente a dit que le Comité avait été saisi pour examen des notifications de deux Membres figurant dans l'aérogamme à savoir la Jamaïque (G/LIC/N/2/JAM/1) et le Taipei chinois (G/LIC/N/2/TPKM/2).

2.15 Le représentant des États-Unis, évoquant l'annexe 1 de la notification de la Jamaïque, a demandé une clarification au sujet de la limitation de l'octroi des licences d'importation, l'importation étant autorisée "seulement pour les réparations" pour les "autres (parties de véhicules automobiles – blocs de carrosserie avant et arrière)" de la position tarifaire ex 87.08.99.9, et si cela signifiait que les licences ne seraient pas accordées pour les ventes et la distribution.⁷

2.16 Le représentant de la Jamaïque a dit que la question serait renvoyée aux autorités de son pays pour clarification.

2.17 Le Comité a pris note des notifications et des déclarations.

3. Autres questions

i) Argentine: Résolution n° 56/2004 du Ministère de l'économie et de la production

3.1 Le représentant des États-Unis croyait comprendre que la Résolution n° 56/2004 du Ministère de l'économie et de la production de l'Argentine, publiée au Journal officiel du 26 janvier 2004, pouvait éventuellement soumettre certaines marchandises énumérées dans la résolution à une prescription de licences d'importation, et il a demandé si l'Argentine avait l'intention de notifier cette mesure au Comité, et, dans l'affirmative, quand; si la mesure avait été mise en application et, dans la négative, quand l'Argentine se proposait de la mettre en application; si la mesure toucherait les exportations en provenance de tous les pays Membres de l'OMC; si la mesure était une procédure de licences d'importation automatiques ou non automatiques, et dans ce dernier cas, quelle était la base de l'OMC utilisée pour les restrictions à l'importation; et s'il était laissé aux Membres la possibilité de présenter des observations sur la mesure avant qu'elle soit mise en application.⁸

3.2 Le représentant de l'Argentine a dit qu'il transmettrait la question aux autorités de son pays et qu'il serait en mesure d'informer les États-Unis de la situation de cette résolution et de répondre aux questions et aux préoccupations soulevées d'ici à la réunion suivante.

3.3 Le Comité a pris note des déclarations.

ii) Date de la prochaine réunion

3.4 La Présidente a informé les Membres que le Secrétariat avait réservé à titre provisoire la date du 30 septembre 2004 pour la prochaine réunion du Comité, étant entendu que des réunions additionnelles seraient convoquées en cas de besoin.

3.5 Le Comité a pris note de l'information.

⁷ Distribuée sous la cote G/LIC/Q/JAM/1.

⁸ Distribuée sous la cote G/LIC/Q/ARG/1.

4. Élection du Bureau

4.1 Le Comité a élu par acclamation Mme Victoria Campeanu (Roumanie) Présidente du Comité, fonction qu'elle assumerait jusqu'à la fin de la première réunion de 2005, en vertu de la Règle n° 12 des Règles de procédure du Comité (G/L/147). Il a aussi élu par acclamation M. Dayaratna Silva (Sri Lanka) Vice-Président.
